

THEME 5 : LES MUTATIONS DU TRAVAIL

Chapitre 2 : Les politiques de l'emploi

Compétence attendue	Savoir associé
Caractériser l'action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail.	La politique de l'emploi.

À quelles difficultés de recrutement les entreprises françaises sont-elles confrontées ?

Depuis la sortie des différents confinements et malgré le choc géopolitique que représente l'invasion russe en Ukraine, l'économie française a connu, en 2021 et 2022, un marché du travail exceptionnellement dynamique. Ce dynamisme est toutefois grevé par d'importantes difficultés de recrutement. En progression régulière depuis 2015, celles-ci ont atteint un record historique en 2022 et demeurent aujourd'hui à un niveau élevé.

De **36 % à 52 %**
la hausse de la part des entreprises
déclarant rencontrer des difficultés de
recrutement entre mai 2021 et mars 2023

[...] Ces difficultés de recrutement limitent le potentiel de production de la France et contribuent de ce fait au retard pris sur ses voisins européens dans le domaine de l'emploi. Dans le contexte actuel de forte poussée infla-

tionniste, cette contrainte qui pèse sur l'offre de travail a pour conséquence directe d'affaiblir la capacité de réaction de l'économie française. [...] La persistance d'importantes difficultés de recrutement dans les entreprises doit être considérée comme un facteur de risque qui rend d'autant plus nécessaire la mise en œuvre de mesures de soutien à l'offre de travail.

La coexistence de plus de deux millions de chômeurs et de près de 350 000 emplois non pourvus constitue un paradoxe que seules des politiques visant d'une part à améliorer [l'adéquation] entre la demande et l'offre de travail et d'autre part à augmenter le niveau de qualification des actifs pourront à terme résoudre.

350 000 emplois
sont restés non pourvus
au quatrième trimestre 2022

Bulletin de la Banque de France, mars-avril 2023.



1 – Quel est le problème sur le marché du travail en France aujourd'hui ?

2 – Pourquoi faut-il trouver une solution à ce problème ?

I – Les politiques actives de l'emploi

A – L'objectif des politiques actives de l'emploi

DOC. 1 NOTION Politiques actives du marché du travail : connecter les personnes avec les emplois



Les politiques d'activation efficaces pour les demandeurs d'emploi et les autres groupes défavorisés de la population ont pour objectif d'intégrer plus de personnes sur le marché du travail. Pour cela, elles doivent :

- s'assurer que les demandeurs d'emploi ont la motivation et les incitations nécessaires à la recherche d'emploi ;
- accroître leur employabilité et les aider à trouver un emploi approprié ;
- améliorer les débouchés offerts aux demandeurs d'emploi et aux personnes inactives sur le marché du travail ;
- mettre en œuvre les politiques d'activation grâce à des institutions du marché du travail efficaces.

www.oecd.org

1 – Repérez le rôle des politiques actives de l'emploi et les moyens qu'elles utilisent.

2 – Comment ces politiques de l'emploi peuvent-elles répondre aux difficultés de recrutement actuelles des entreprises ?

DOC. 2 France Travail, le nouveau service de l'aide à l'emploi

France Travail, c'est quoi ?

Il ne s'agit pas d'une nouvelle agence mais de la transformation de Pôle emploi en opérateur France Travail aux missions élargies [...]. Plus on va vers le plein-emploi, plus il va falloir mobiliser au mieux la multitude d'acteurs* car reprendre un emploi suppose une offre d'emploi, mais aussi parfois de se former, de régler un problème de mobilité, de logement ou de garde d'enfant. [...]

Les changements majeurs de France Travail

Le premier, c'est que toute personne sans emploi sera inscrite à France Travail. Seuls 40 % des bénéficiaires du RSA sont inscrits à Pôle emploi. C'est vrai aussi des jeunes, énormément d'entre eux ne sont pas identifiés. [...] Une fois les personnes inscrites, il s'agit de mieux les connaître. [...]

[...] Deuxième changement majeur: un diagnostic partagé. Qu'une personne frappe à telle ou telle porte, elle doit bénéficier d'une prise en charge et de l'accès à toutes les solutions existantes.

Y aura-t-il plus de moyens ?

Oui. Un service de l'emploi efficace est un très bon investissement pour la Nation. C'est d'ailleurs le choix de certains pays comme l'Allemagne ou le Danemark. Les études montrent que l'accompagnement intensif accélère la reprise d'emploi, donc génère des économies pour les finances publiques. Au total, ce sont plusieurs centaines de milliers d'emplois que l'on pourra créer.

* Les missions locales, les départements, Cap emploi (organisme de placement pour les personnes handicapées) ainsi que l'ensemble des opérateurs publics et privés au service de l'emploi et de l'inclusion.

Interview de Thibaut Guilluy, haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises, propos recueillis par Alain Ruella, *Les Échos*, 19 avril 2023.

3 – Pourquoi peut-on dire que la création de France Travail s'inscrit dans le cadre d'une politique active de l'emploi ?

4 – En quoi doit-elle améliorer le fonctionnement du marché du travail ?

B – Les principales mesures mises en œuvre

DOC. 3 Le nouveau contrat d'engagement de France Travail

Tous les demandeurs d'emploi devront signer un contrat d'engagement, qui [...] comportera « un plan d'action précisant les objectifs d'insertion sociale et professionnelle » et une obligation d'au moins 15 heures d'activité par semaine (actions de formation, ateliers...) pour les demandeurs d'emploi nécessitant un accompagnement ou les allocataires du RSA. Cette durée minimum de 15 heures pourra être abaissée ou exclue en fonction de la situation du signataire (problèmes de santé, parent isolé sans solution de garde...) [...].

En cas de non-respect du contrat d'engagement, l'opérateur France Travail pourra radier la personne de la liste des demandeurs d'emploi.

www.vie-publique.fr, 16 novembre 2023.



5 – Montrez en quoi le contrat d'engagement a pour objectif de mieux intégrer les individus sur le marché du travail.

DOC. 4 L'importance de la formation professionnelle

Ce que dit la loi...

La formation des salariés par l'employeur est obligatoire dans le cadre des principes suivants :

- Permettre aux salariés de s'adapter à leur poste de travail et veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi, au regard notamment de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations ;
- Permettre aux salariés d'occuper un nouvel emploi dans le cadre d'un reclassement ;

- Assurer la formation d'un jeune en contrat d'insertion ou d'alternance [...].

Les métiers sont en perpétuelle évolution et nos enfants exerceront probablement des emplois qui n'existent pas encore. La digitalisation de l'économie oblige les entreprises à évoluer.

La formation professionnelle devient donc indispensable et doit être vue comme un levier de croissance et non plus comme une dépense.

www.skillup.co

DOC. 5 Loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

Le compte personnel de formation permet aux salariés et à tous les actifs de se former tout au long de leur vie professionnelle quelle que soit leur situation ou leur contrat de travail. [...]

Les salariés ayant effectué une durée de travail supérieure ou égale à la moitié de la durée légale ou conventionnelle du travail [...] acquièrent 500 euros par an pour se former (plafonné à 5000 euros). Ce montant est porté à 800 euros pour les salariés peu ou pas qualifiés qui n'auraient pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme classé au niveau 3 : CAP, BEP (plafonné à 8000 euros). [...]

journaldunet.com, 2 novembre 2021.



6 – Expliquez pourquoi la formation professionnelle est un élément majeur pour l'activation de l'emploi.

7 – Comment l'Etat agit-il pour favoriser cette pratique ?

8 – Repérez la différence de traitement prévue par le compte personnel de formation en fonction de la qualification du salarié.

DOC. 6 Contrat unique d'insertion (CUI) et parcours emploi compétences (PEC)

Le **contrat unique d'insertion (CUI)** associe formation et/ou accompagnement professionnel pour son bénéficiaire et aide financière pour l'employeur. Cette aide de l'État peut varier notamment en fonction de la région et du public bénéficiaire. Il vise à faciliter l'embauche des personnes ayant des difficultés à trouver un emploi.

Le **contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)** s'adresse au secteur non marchand.

Le **contrat initiative emploi (CUI-CIE)** concerne le secteur marchand. Les deux sont réunis dans le dispositif du parcours emploi compétences (PEC).

travail-emploi.gouv.fr, 1^{er} janvier 2023.



https://www.google.com/search?q=un+contrat+aid%C3%A9+c%27est+quoi+youtube&ifsig=AL9hbdgAAAAAZuCPUq5E3o1W5VpnCW6JF6JOqrq9txs_&uact=5#fpstate=ive&vld=cid:d6d93a40,vid:BR165jDXBU, st:0

9 – Montrez que le contrat unique d'insertion permet de répondre aux objectifs d'une politique active du travail.

Le contrat d'engagement jeune (CEJ)

[Le contrat d'engagement jeune (CEJ) est un] parcours entièrement personnalisé, [d'une durée de 12 mois maximum, à destination des jeunes de 16 à 25 ans] en fonction de leur profil, avec l'objectif de les aider à définir leur projet professionnel et à trouver un emploi. Quand un jeune signe son contrat, il bénéficie :

1. d'un accompagnement par un conseiller dédié qui le suit tout au long de son parcours et jusqu'à ce qu'il accède à un emploi durable ;
2. d'un programme intensif d'au minimum 15 à 20 heures par semaine composé de différents types d'activités ;
3. d'une allocation pouvant aller jusqu'à 528 euros par mois en fonction de ses ressources et sous condition de respecter ses engagements de s'engager dans un parcours de formation et d'insertion intensif.

travail-emploi.gouv.fr

L'aide exceptionnelle à l'embauche d'alternants maintenue en 2024

Le projet de loi de finances 2024 prévoit le prolongement, sous sa forme actuelle, de l'aide exceptionnelle de 6 000 € pour les employeurs qui recrutent des alternants en **contrat d'apprentissage** ou en **contrat de professionnalisation**. Ces deux contrats, dont seules les conditions d'accès et de rémunération diffèrent, permettent de cumuler une formation en alternance avec une mise en situation pratique en entreprise.



Le dispositif Transco de reconversion professionnelle

Ce dispositif s'adresse aux salariés qui ont travaillé au moins deux ans, dont un an dans la même entreprise, et qui voient leur emploi menacé, soit en raison de la mauvaise santé économique et financière de leur entreprise, soit parce que leur métier est destiné à devenir obsolète sur le long terme. Il permet de [les] former pendant 24 mois au maximum [...] et de les orienter vers des [...] « métiers en tension », c'est-à-dire ceux qui ont d'importants besoins en recrutement mais qui peinent à embaucher (aides à domicile, serveurs de cafés-restaurants, aides-soignants...). Cela permet aux salariés de changer d'activité sans passer par le chômage.

Sarah Asali, capital.fr, 18 janvier 2021.

10 – Montrez en quoi ces dispositifs permettent d'améliorer le fonctionnement du marché du travail et donc de réduire le chômage.

11 – En quoi peut-on dire qu'il s'agit de politiques de l'emploi ciblées sur une catégorie de personnes ?

II – Les politiques passives de l'emploi.

DOC. 8 NOTION Qu'est-ce que l'assurance chômage ?

À l'inverse des politiques actives qui cherchent à dynamiser l'emploi, les politiques passives ont pour objectif principal de limiter l'impact du chômage sur la situation des individus. Il s'agira principalement de compenser la perte de revenus ou, accessoirement, de permettre aux individus qui le souhaitent de se retirer de la vie active. Au-delà des allocations, l'assurance chômage incite aussi les chômeurs à reprendre un emploi et à développer leurs compétences.

Source : Unédic, juillet 2023 – Infographie : Bronx Agence



- 1 – Comment est financée l'assurance chômage ? Les employeurs peuvent-ils s'y soustraire ?
- 2 – Quel est le rôle de l'assurance chômage ?
- 3 – Recherchez les conditions à remplir pour percevoir des indemnités.

DOC. 9 La cessation anticipée du travail

Certains salariés ou anciens salariés du secteur privé peuvent se retirer de la vie active avant d'avoir atteint l'âge minimum légal de la retraite, tout en percevant une allocation.

C'est le cas par exemple des retraites anticipées (pour carrière longue, handicap, pénibilité, amiante).

travail-emploi.gouv.fr

DOC. 10 Des mesures de l'assurance chômage pour favoriser le retour à l'emploi

L'insertion par l'activité économique (IAE)

Ce dispositif permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité), de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion professionnelle.

Une entreprise d'insertion (EI) propose l'accès à l'emploi et un accompagnement socioprofessionnel à des personnes éloignées de l'emploi : demandeurs d'emploi de longue durée, allocataires de minima sociaux, jeunes sans qualification, etc., en contrepartie d'une aide financière (aide au poste d'insertion).

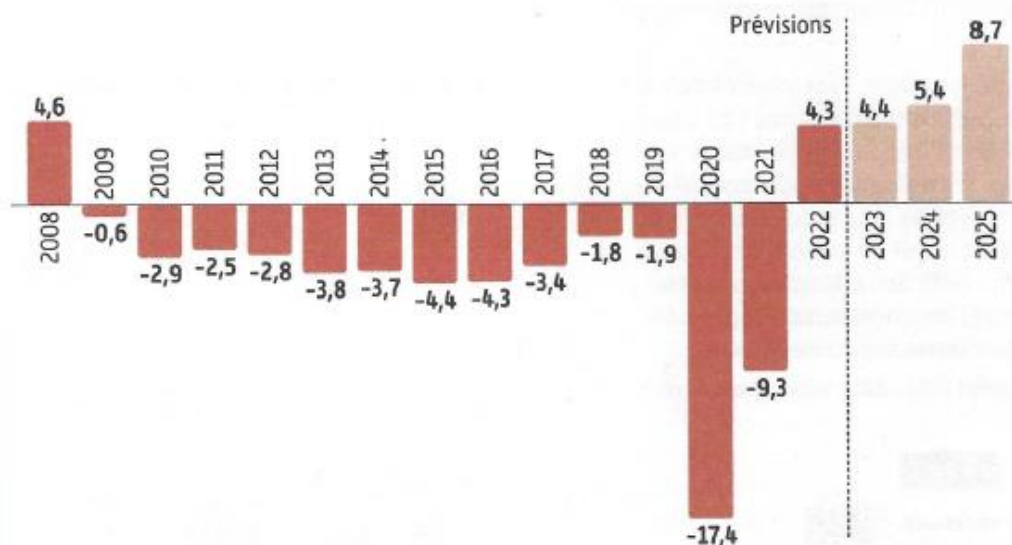
travail-emploi.gouv.fr



- 4 – Repérez les dispositifs visant à réduire le nombre de chômeurs.
- 5 – Montrez que ces dispositifs sont complémentaires des politiques actives de l'emploi.

DOC. 11 Les comptes de l'assurance chômage à nouveau excédentaires

L'excédent de l'assurance-chômage
Solde financier, en milliards d'euros



Source : Unédic.

L'usage des excédents de l'Unédic est au cœur de la prochaine négociation sur les règles de l'assurance-chômage, qui a démarré formellement [le 1^{er} août 2023] avec l'envoi par Matignon du document de cadrage aux partenaires sociaux. Sont attendus des surplus de plus de 18 milliards d'euros d'ici à 2025 selon les prévisions du régime, davantage selon le gouvernement, à répartir entre le désendettement du régime, le financement de France Travail, le [...] service public de l'emploi et la formation professionnelle.

Alain Ruello, *Les Echos*, 1^{er} août 2023.

DOC. 12 La réforme de l'assurance chômage

La réforme de l'assurance chômage répond à trois objectifs majeurs :

- **lutter contre le recours abusif aux contrats courts** avec notamment l'instauration d'un bonus-malus sur les cotisations chômage pour les entreprises afin de les inciter à embaucher sur des emplois de longue durée ;
- **faire en sorte que le travail paye plus que l'inactivité** en établissant de nouvelles règles d'indemnisation qui incitent à la reprise de l'emploi ;
- **renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi** (mise en place du contrat d'engagement dans le cadre de la transformation de Pôle emploi en France Travail).

DOC. 13 La durée d'indemnisation réduite de 25 % dès le 1^{er} février 2023

Le décret paru [le] 27 janvier [2023] au *Journal officiel* concrétise les mesures annoncées par le gouvernement à la fin de l'année 2022. [...]

La durée d'indemnisation des chômeurs est désormais modulée en fonction de la conjoncture économique. Si le taux de chômage descend sous les 9% ou s'il baisse pendant trois trimestres consécutifs, la France entre en « période verte » et la durée des droits baisse alors de 25% pour les bénéficiaires. Par exemple : quelqu'un qui a droit à 24 mois d'indemnisation avant la réforme passe désormais à 18 mois.

ladepeche.fr, 7 décembre 2023.

6 – Analysez l'évolution du solde financier de l'assurance-chômage.

7 – Montrez que la réforme de l'assurance-chômage permet de répondre, en partie, au problème de financement de celle-ci.

8 – Montrez que cette réforme peut avoir un effet incitatif et prendre ainsi une dimension active en termes de politique de l'emploi.